



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الأغذية والزراعة
للأمم المتحدة

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR LE PROCHE-ORIENT

Trente-quatrième session

Rome (Italie), 7-11 mai 2018

**Déclaration du Président du Comité de la sécurité alimentaire mondiale
(CSA)**

1. Je vous remercie, Monsieur le Président. Permettez-moi à mon tour de vous faire part de ma gratitude et de remercier votre Gouvernement, le Représentant régional de la FAO/Sous-Directeur général, Monsieur Abdessalam Ould Ahmed, ainsi que tous les membres du Secrétariat.
2. Je tiens à saluer le travail accompli par Madame Amira Gornass, Ambassadrice du Soudan, qui m'a précédé à la présidence du CSA. Je souhaiterais également témoigner de l'appui que le Directeur général de la FAO, Monsieur Graziano da Silva, apporte au CSA.
3. Mesdames et Messieurs les Ministres, chers collègues, j'assiste à toutes les conférences régionales de la FAO pour parler de ce que le CSA fait pour vous aider et de la voie à suivre.
4. Vous pourrez vous reporter au rapport de la quarante-quatrième session du CSA¹, tenue au Siège de la FAO en octobre dernier, dans lequel vous trouverez un récapitulatif de ce qui a été réalisé depuis la dernière Conférence régionale qui s'est tenue à Mexico, il y a deux ans.
5. À la lecture de ce document, vous constaterez que le CSA, en tant que plateforme de débats, tient ses engagements. On y a débattu sur l'autonomisation des femmes, la dynamique villes-campagnes (y compris les enjeux de l'urbanisation et de la transformation des zones rurales), les investissements agricoles responsables, la gouvernance des régimes fonciers applicables aux terres et le suivi, entre autres domaines. Le CSA a en outre formulé des recommandations de politique générale sur l'établissement de liens entre les petits producteurs et les marchés, l'élevage durable et les forêts durables. Je prie le secrétariat de bien vouloir insérer un lien vers ce document dans le rapport de la Conférence régionale.

¹ <http://www.fao.org/3/a-mv152f.pdf>.

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.



NERC34

6. Mesdames et Messieurs les Ministres, chers collègues, nous savons tous que, malgré nos efforts, il reste beaucoup à faire pour libérer l'humanité de la faim et de la malnutrition.
7. Je ne vais pas vous expliquer comment y parvenir, vous connaissez les difficultés auxquelles nous sommes confrontés du fait des inégalités sociales, du changement climatique, des conflits et des migrations, des obstacles au commerce, des sécheresses, de la dégradation des sols et d'autres catastrophes naturelles.
8. La lutte contre la faim dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord a ralenti et les données disponibles indiquent que la prévalence de la sous-alimentation dans la région continue d'augmenter: elle est passée de 8,8 pour cent en 2015 à 9,5 pour cent² en 2016.
9. L'augmentation de la sous-alimentation dans la région s'explique principalement par les conflits et les crises prolongées, ainsi que par les effets du changement climatique.
10. Autrement dit, de nombreux pays de la région risquent de ne pas atteindre l'objectif relatif à l'élimination de la faim et de l'insécurité alimentaire fixé pour 2030.
11. L'arrêt des conflits, la transformation agricole et la lutte contre la pauvreté, associés à la protection des ressources naturelles de la région, sont des moteurs essentiels de l'élimination de la faim et de la malnutrition sous toutes ses formes.
12. Permettez-moi de vous dire ici comment on pourrait améliorer le CSA et en quoi un CSA renforcé peut vous apporter un soutien plus efficace.
13. Le CSA est une structure à parties prenantes multiples et la plateforme la plus inclusive du système des Nations Unies: à la dernière session, tenue en octobre, des accréditations ont été remises à plus de 1 500 délégués, qui représentaient des centaines d'acteurs non étatiques.
14. Le CSA réunit les États Membres mais aussi de multiples parties prenantes issues de la société civile, du secteur privé, du monde universitaire, de centres de recherche, d'institutions financières, d'organisations philanthropiques, des trois organismes ayant leur siège à Rome (outre la FAO, le Fonds international de développement agricole [FIDA] et le Programme alimentaire mondial [PAM] font partie du CSA), ainsi que d'organismes des Nations Unies, comme l'Organisation mondiale de la santé [OMS], et de nombreuses autres organisations internationales.
15. Une approche fondée sur des éléments factuels et une étroite collaboration avec l'ensemble du système international font du CSA la plateforme mondiale la plus pertinente actuellement dans le domaine de la cohérence et de la convergence des politiques relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition.
16. Ce constat se vérifie tout particulièrement à la lumière des défis que comporte la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, et plus spécialement de l'ODD 2 (élimination de la faim).
17. Dans ce contexte, j'encourage celles et ceux d'entre vous dont le gouvernement s'est proposé pour un examen national des avancées réalisées au regard des ODD, qui se déroulera en juillet à New York, à mettre l'accent sur la manière dont les recommandations émanant du CSA facilitent la concrétisation des objectifs fixés pour 2030 dans votre pays.
18. Mesdames et Messieurs les Ministres, chers collègues, le point fort du CSA est son caractère inclusif, qui permet aux acteurs étatiques et aux autres parties prenantes que j'ai mentionnées de mener un débat et d'élaborer des politiques en tant que partenaires.
19. C'est ce partenariat collaboratif qui permet aux produits du CSA (les produits relatifs aux politiques) d'acquérir une validité et une légitimité mondiales, à l'instar des directives volontaires

² FAO *et al.* *The State of Food Security and Nutrition in the World 2017*, Rome, FAO.

formulées dans de nombreux domaines, y compris le droit à l'alimentation, la gouvernance des régimes fonciers et les investissements agricoles responsables, ainsi que des outils pragmatiques comme le Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées.

20. Ces «résultantes» relatives aux politiques, comme nous les appelons au CSA, fournissent aux pays des instruments efficaces pour lutter contre la faim et la malnutrition.

21. Le réseau décentralisé de la FAO fournit des indications et un appui pour la mise en œuvre des recommandations de politique générale du CSA. C'est ce que la FAO a fait dans mon pays, la République dominicaine, lorsque nous avons élaboré la législation relative à la sécurité alimentaire, de sorte que le droit à l'alimentation inscrit dans notre Constitution puisse se concrétiser.

22. Par ailleurs, pour que les processus inclusifs du CSA aboutissent à des recommandations de politique générale qui soient dotées de la plus grande légitimité possible et que leurs effets soient maximaux, il faut que tous les États Membres participent activement et de manière constructive, depuis leur capitale et par l'intermédiaire de leurs représentants à Rome: nous devons apporter une valeur ajoutée aux débats et assumer pleinement la responsabilité des résultantes!

23. S'agissant des pays en développement, la contribution au CSA est double: détermination des domaines particuliers dans lesquels nous aurions besoin d'avis concernant les politiques à suivre et mise en commun de nos expériences.

24. Lorsque nous faisons part au CSA de nos besoins en matière de politiques, nous nous fixons pour buts l'élimination de la faim et une nutrition adéquate, tout en appelant l'attention de la communauté internationale sur la pertinence de la FAO en particulier et du système multilatéral en général. Il s'agit d'un moyen crucial pour les pays en développement d'influer sur le consensus mondial concernant la marche à suivre en vue d'éliminer la faim et la malnutrition.

25. Lorsque nous diffusons les enseignements tirés de l'expérience et les pratiques optimales, nous enrichissons les connaissances qui permettront d'atteindre l'ODD 2 dans nos pays et dans le monde entier.

26. Le CSA doit recevoir davantage d'informations sur la façon dont nous progressons, sur les problèmes que nous rencontrons et sur les solutions que nous trouvons.

27. En réalité, le meilleur moyen d'échanger des informations utiles est de reproduire l'approche du CSA aux niveaux national et régional.

28. Les questions de sécurité alimentaire et de nutrition, comme vous le savez, sont extrêmement complexes. Pour les appréhender véritablement, et pour prendre des mesures efficaces à l'appui de l'élimination de la faim et de la malnutrition, nous devons adopter une approche interdisciplinaire et interinstitutionnelle.

29. Cela signifie que nous devons créer des partenariats à l'intérieur de nos pays et au niveau régional. À cet effet, la coopération technique de la FAO a été capitale en République dominicaine, où une plateforme nationale reprend la structure du CSA; celle-ci place le point focal au plus haut niveau, à savoir le cabinet du Président, et rassemble toutes les parties prenantes concernées.

30. J'affirme une fois encore qu'il importe que chacune des délégations des pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord s'engage à participer pleinement aux débats du CSA qui se déroulent à Rome. Vous devez avoir davantage de poids en tant que région; à cet effet, il vous faut trouver des positions consensuelles qui vous permettront de parler d'une seule voix dans les groupes de travail thématiques et en particulier au sein du Bureau du CSA.

31. J'invite vos délégués auprès du Bureau, l'Égypte, Oman, le Soudan et le Yémen, à présenter à cet organe – que je préside – une perspective régionale qui reflète les intérêts communs de la région Proche-Orient et Afrique du Nord. Le CSA a besoin de cet appui régional pour être toujours plus ouvert, souple et transparent, de manière à consolider sa pertinence au profit de nos pays.

32. S'agissant des axes de travail du CSA, j'exhorte les pays de la région à participer activement aux débats sur tous les sujets et à prêter une attention particulière aux débats en cours sur la nutrition, menés sous la houlette de l'Égypte.

33. En effet, en 2018-2019, le CSA se penche tout spécialement sur la nutrition et les systèmes alimentaires, en vue d'élaborer des directives volontaires à l'appui de nos politiques nationales dans ce domaine fondamental.

34. Même si votre pays ne dispose pas actuellement d'une représentation permanente à Rome, vous pouvez participer activement aux travaux dans le domaine de la nutrition, ainsi qu'à tous les autres axes de travail du CSA, par écrit ou par voie électronique, et je vous encourage vivement à le faire.

35. Mesdames et Messieurs les Ministres, chers collègues, les experts nous disent que la sécurité alimentaire ne suffit pas: nous devons aussi veiller à une nutrition adéquate pour amorcer une transformation socioéconomique et libérer véritablement l'humanité du problème scandaleux qu'est la faim.

36. Nous convenons tous qu'il est de la plus grande urgence d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies plus efficaces pour atteindre l'objectif Faim zéro. Dissiper l'ombre de la faim, qui pèse sur la condition humaine, relève d'une obligation morale pour nous tous qui jouissons de la sécurité alimentaire, et d'une obligation politique pour nos gouvernements.

37. Comme je l'ai indiqué au début, je participe à toutes les conférences régionales de la FAO en ma qualité de Président du CSA et fait savoir à chaque fois que le Comité peut contribuer à faciliter cette mission.

38. Voici, en résumé, le message que j'adresse, sur tous les continents, aux ministres qui assistent aux conférences régionales de la FAO:

- premièrement, le CSA est la plateforme la plus inclusive au service de la coordination mondiale, ainsi que de la cohérence et de la convergence des politiques, dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition;
- deuxièmement, pour fournir efficacement les orientations nécessaires, le CSA doit pouvoir s'appuyer sur notre participation active, par l'intermédiaire de nos délégations auprès des organismes ayant leur siège à Rome ou depuis nos capitales respectives;
- troisièmement, pour s'approprier véritablement le CSA et ses produits (produits relatifs aux politiques), il faut apporter des contributions financières à l'appui de ses travaux, qui sont soutenus de façon disproportionnée par des fonds d'affectation spéciale provenant de pays développés – ce qui a naturellement tendance à avoir des répercussions sur les priorités;
- quatrièmement, il serait profitable à tous les pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord sans exception, et à vrai dire à tous les pays, de créer des plateformes nationales pour traiter les questions liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition, sur le modèle de la structure inclusive du CSA;
- cinquièmement, le CSA ne pourra conserver toute sa pertinence que si nous faisons progresser et menons à bien le processus actuel qui vise la cohérence et la convergence des politiques relatives à la nutrition.

39. Mesdames et Messieurs les Ministres, chers collègues, j'espère poursuivre cette conversation avec vous à la prochaine session du CSA, qui se tiendra en octobre 2018 au Siège de la FAO, à Rome. Vous êtes tous invités à faire part des progrès que vous aurez accomplis en matière de sécurité et de nutrition au regard de l'ODD 2! Je vous remercie.